

Distr.
LIMITEE

E/CN.4/1994/L.71
1er mars 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquantième session
Point 11 de l'ordre du jour

ACTION VISANT A ENCOURAGER ET DEVELOPPER DAVANTAGE LE RESPECT
DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES ET,
NOTAMMENT, QUESTION DU PROGRAMME ET DES METHODES
DE TRAVAIL DE LA COMMISSION

Chili, Costa Rica, Lettonie*, Madagascar*, Pays-Bas, Pologne,
République tchèque* et Slovaquie* : projet de résolution

Forces de défense civile

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant que tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté
de sa personne,

Considérant les rapports du Secrétaire général sur les forces de défense
civile, présentés en application de la résolution 1992/57 de la Commission des
droits de l'homme, en date du 3 mars 1992 (E/CN.4/1993/34) et de la résolution
1993/54, en date du 9 mars 1993 (E/CN.4/1994/38),

* Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur
des commissions techniques du Conseil économique et social.

Prenant note avec intérêt des observations sur l'utilisation de forces de défense civile n'appartenant pas à des organes officiels chargés de faire respecter la loi et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui figurent dans les rapports du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires,

Notant que la constitution de forces de défense civile pour protéger l'ordre public est un processus qui semble se répandre dans le monde, notamment dans les régions en proie à des conflits,

Considérant que l'action des forces de défense a compromis dans certains cas la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Considérant aussi que, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque les forces publiques de l'armée et de la police sont dans l'incapacité d'agir, il peut devenir nécessaire de constituer des forces de défense civile pour protéger la population civile,

Réaffirmant que les Etats ont l'obligation, en vertu de la Charte des Nations Unies, de promouvoir le respect universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Consciente que chacun a le droit et le devoir de s'efforcer de promouvoir et de faire respecter les droits reconnus dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels,

1. Exprime ses remerciements aux gouvernements et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui ont fourni des informations sur les législations et les pratiques nationales relatives aux forces de défense civile, ou présenté des observations sur le rapport qui existe entre ces forces et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, conformément à la résolution 1993/54 de la Commission des droits de l'homme;

2. Recommande que, toutes les fois que des forces de défense civile armées sont créées pour protéger la population civile, les gouvernements établissent des règles juridiques minimales prévoyant notamment ce qui suit :

a) Les forces de défense civile ne sont déployées qu'aux fins de légitime défense;

b) L'enrôlement, qui est volontaire, est effectivement contrôlé par les pouvoirs publics;

c) Les pouvoirs publics supervisent la formation, l'armement, la discipline et les opérations des forces de défense civile;

d) Les commandants sont clairement responsables de l'activité de ces forces;

e) Les forces de défense civile et leurs commandants sont clairement responsables des activités qu'ils entreprennent;

f) Les délits impliquant des violations des droits de l'homme commises par ces forces relèvent de la juridiction des tribunaux civils;

3. Invite les rapporteurs spéciaux, les groupes de travail et les organes conventionnels intéressés à continuer de tenir dûment compte, dans le cadre de leur mandat, de la question des forces de défense civile considérées sous l'angle de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.
